

BOURGES ■ Les finances publiques en grève hier

Près de 80 agents mobilisés

Ils étaient près de 80 agents des finances publiques à manifester, hier matin, devant le centre administratif Condé à Bourges à l'appel d'une intersyndicale (CFDT, CFTC, CGT, FO, Solidaires) pour dénoncer la réforme envisagée par le gouvernement.

« Le ministre Gérald Darmanin a annoncé la fermeture de toutes les trésoreries d'ici à 2022 avec seulement trois services des finances publiques accessibles au public seulement sur rendez-vous à Bourges, Vierzon et Saint-Amand-Montrond, dénonce Gillette Tessier (CGT) devant les agents regroupés. La seule réponse de nos responsables est de mettre en avant la création des maisons France services (*devant remplacer les maisons de services au public*). Ce ne sont que des rustines ! »

La politique du « tout-numérique et l'éloignement des services de proximité » sont aussi dans les esprits, notamment la disparition annoncée du service impôt entreprises (SIE) d'ici à l'année prochaine. Les syndicats des finances publiques disent avoir reçu



FINANCES. Les personnels s'opposent à la réforme voulue par le gouvernement.

le soutien d'une vingtaine de maires dans leur contestation. Dans le Cher, ils sont 380 agents à travailler dans les finances publiques.

« Concertation »

L'intersyndicale a rencontré, en fin de matinée, le directeur départemental des finances publiques, Xavier Menette. « Nous sommes toujours dans une phase de concertation et, dans le même temps, je suis dans une discussion avec les élus pour connaître leur point de vue sur le devenir des finances publiques dans leur commune. Quoi qu'il en soit, il faut prendre le temps pour cet-

te réforme et il n'est pas exclu qu'elle soit reportée d'un an ou deux. Mais j'en suis sûr, si on le redit, il n'y aura aucune fermeture de trésorerie l'année prochaine. »

Concernant la question des SIE, le directeur confirme qu'il y aura un regroupement des quatre SIE actuels (Bourges, Saint-Amand, Vierzon et Sancerre) sur Bourges en début d'année prochaine. « J'ai redit aux syndicats que je ne mettais aucune obligation pour les agents qui travaillent dans ces centres de déménager sur Bourges. De plus, c'est un regroupement qui prendra plusieurs années... » ■

Berry